

Les Finances des régions en 2021

(Comptes de gestion en opérations réelles)

Collection
Statistiques et finances locales (tableaux)

Les tableaux « **Les finances des régions en 2021** »
ont été élaborés au Département des études et des statistiques locales (DESL)
de la Direction générale des collectivités locales (DGCL)
par Léana MADJOU FOTSING

Décembre 2022

Directrice de la publication : **Cécile RAQUIN**

SOMMAIRE

Méthodologie.....	4
Liste des tableaux.....	9
Les dépenses des régions (tableau T01).....	10
Les recettes des régions (tableau T02).....	11
Ventilation des dépenses de fonctionnement par nature (tableaux T03.1 et T03.2).....	12
Ventilation des recettes de fonctionnement par nature (tableaux T04.1 et T04.2).....	14
Ventilation des dépenses d'investissement par nature (tableau T05).....	16
Ventilation des recettes d'investissement par nature (tableau T06).....	17
Les prélèvements et reversements de fiscalité (tableau T07).....	18
Synthèse des recettes fiscales (tableau T08).....	19
Emprunts et endettement (tableau T09).....	20
Soldes de gestion et indicateurs (tableaux T10.1 et T10.2).....	21
Ventilation par fonction des dépenses de fonctionnement en % (tableau T11.1).....	23
Ventilation par fonction des dépenses d'investissement en % (tableau T11.2).....	24
Les dépenses pour le transport ferroviaire régional de voyageurs (tableau T12.1).....	25
Les dépenses pour les lycées (tableau T12.2).....	26
Les dépenses pour la formation professionnelle et l'apprentissage (tableau T12.3).....	27
Les ratios financiers (tableau T13).....	28
Données démographiques (tableau T14).....	29
Données géographiques (tableau T15).....	30
Données économiques et sociales (tableau T16).....	31

Méthodologie

1 Généralités

Ce document présente les statistiques des finances des régions et CTU (collectivités territoriales uniques) issues des comptes de gestion définitifs, qui retracent les opérations de débits et de crédits des collectivités.

1.1 Outre les résultats de l'ensemble des régions, les tableaux T01 à T13 présentent ceux de la collectivité de Corse et des collectivités territoriales uniques de la Martinique et de la Guyane, qui ne sont juridiquement pas des conseils régionaux, mais dont elles englobent les compétences. Ces collectivités à statut particulier figurent en fin de tableau et les données les concernant ne contribuent pas au calcul des totaux.

1.2 Le plan comptable utilisé par les régions est en majeure partie en nomenclature M71. D'autres régions et l'ensemble des collectivités à statut particulier utilisent le plan comptable en nomenclature M57. La majeure partie des comptes (numéro et intitulé) est commune aux deux nomenclatures. Lorsque ce n'est pas le cas, la correspondance est indiquée.

1.3 Les montants correspondent à des **opérations réelles**, à l'exception des ratios financiers 1, 4, 9 et 10 (tableau T13), pour lesquels le calcul tient compte de montants d'opérations d'ordre budgétaires inscrites au compte 72 (voir 7).

1.4. Les évolutions sont calculées par rapport aux comptes de gestion de l'année précédente. Sauf avis contraire, les évolutions par rapport à l'année précédente portent sur les montants en euros.

2 Les dépenses

Les dépenses réelles totales des régions (tableau T01) sont égales à la somme des dépenses de fonctionnement et des dépenses d'investissement **hors remboursement des emprunts** (voir 4.2). En 2020, la réforme de l'apprentissage conduit à la disparition de certaines dépenses (voir 6.3).

2.1 Les dépenses de fonctionnement (tableaux T03.1 et T03.2) sont égales au débit net¹ des comptes 6, sauf 675, 676 et 68.

2.1.1 Les charges de personnel (tableau T03.1) comprennent :

- le débit net du compte 621
- le débit net du compte 631
- le débit net du compte 633
- le débit net du compte 64

2.1.2 Les achats et charges externes (tableau T03.1) comprennent :

- le débit net du compte 60
- le débit net du compte 61
- le débit net du compte 62, à l'exception du compte 621 (voir 2.1.1)

2.1.3 Les dépenses d'intervention (tableau T03.2) comprennent :

- le débit net du compte 651
- le débit net du compte 655
- le débit net du compte 656
- le débit net du compte 657
- le débit net du compte 652 uniquement si la nomenclature utilisée est la M57.

2.1.4 Les charges financières (tableau T03.2) sont égales au débit net du compte 66. Au sein des charges financières, le débit net du compte 6611 constitue **les intérêts des emprunts et dettes**.

2.1.5 Les autres charges de fonctionnement (tableau T03.2) comprennent :

- le débit net du compte 635
- le débit net du compte 637
- le débit net du compte 65, à l'exception des comptes 651, 655, 656 et 657 (voir 2.1.3). Le compte 652 est également exclu si la nomenclature utilisée est la M57.
- le débit net du compte 67, à l'exception des comptes 675 et 676.

Les **dépenses de gestion** (tableau T10.1) sont égales aux dépenses de fonctionnement moins les charges financières.

¹ L'utilisation du débit net revient à transférer les éventuels crédits en moindres dépenses (atténuations de charges).

2.2 Les dépenses d'investissement (tableau T05) sont égales à la somme des dépenses d'équipement, des subventions d'équipement et des autres dépenses d'investissement. Les remboursements d'emprunts en sont exclus (voir **4.2**).

2.2.1 Les dépenses d'équipement (*immobilisations*) comprennent :

- le débit du compte 20, à l'exception du compte 204 (voir **2.2.2**)
- le débit du compte 21
- le débit net du compte 236
- le débit net du compte 237
- le débit net du compte 238
- le débit des autres comptes 23, à l'exception du compte 2324

2.2.2 Les subventions d'équipement sont égales au débit du compte 204 et du compte 2324.

2.2.3 Les autres dépenses d'investissement comprennent :

- le débit du compte 102, à l'exception des comptes 10229 et 1027.
- le débit du compte 13, à l'exception du compte 139.
- le débit du compte 26, à l'exception du compte 269.
- le débit du compte 27, à l'exception des comptes 2768 et 279.
- le débit du compte 454
- le débit du compte 455
- le débit du compte 456
- le débit du compte 458
- le débit du compte 481

3 Les recettes

Les recettes réelles totales des régions (tableau T02) sont égales à la somme des recettes de fonctionnement et des recettes d'investissement **hors produit des emprunts** (voir **4.1**).

3.1 Les recettes de fonctionnement (tableaux T04.1 et T04.2) sont égales au crédit net² des comptes 7 sauf 775, 776, 777 et 78. En 2020, la réforme de l'apprentissage conduit à la disparition de certaines recettes (taxe d'apprentissage, part de la TICPE relative à l'apprentissage).

3.1.1 Les impôts locaux (tableau T04.1) sont égaux au crédit net des comptes 731 et 7391 dans la nomenclature M71. Dans la nomenclature M57 ils sont égaux au crédit net des comptes : 7311, 732 (sauf 73223, 73225, 7323), 7333, 7334, et 73911, 7392 (sauf 739225), 73933, 73934. Ils comprennent notamment :

- les comptes 7311 et 7318 correspondant aux **contributions directes** (tableau T08).
- les comptes 7312 (732 en M57) correspondant aux reversements de fiscalité (voir **5**).
- les comptes 7391 (7391, 7392 et 7393 en M57) correspondant aux prélèvements de fiscalité (voir **5**).

En 2021, la CVAE disparaît compensée par une nouvelle fraction de TVA. Les reversements de fiscalité sont pour certaines régions supérieurs aux contributions directes, d'où certains montants d'impôts locaux négatifs.

3.1.2 Les autres impôts et taxes (tableau T04.1) sont égaux au crédit net du compte 73 (à l'exception du compte 731) et 739 (à l'exception du compte 7391) (voir **3.1.1**), dont :

- le compte 732 (73142 en M57) correspondant à la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE).
- le compte 733 (735 en M57) correspondant à la fraction de TVA.
- le compte 7344 (73153 en M57) correspondant à la taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules (cartes grises).
- le compte 7382 (73177 en M57) correspondant à la TICPE "Accompagnement de la réforme de l'apprentissage"
- le compte 73842 (731774 en M57) correspondant à la TICPE "Formation Professionnelle et Apprentissage".
- le compte 7385 (731775 en M57) correspondant à la TICPE "Primes employeurs apprentis".

NB : La Corse, les collectivités territoriales uniques et régions d'outre-mer disposent de recettes fiscales indirectes spécifiques inscrites au compte 734 de la nomenclature M57 et 736, 737 en M71 (droits de consommation sur les alcools, taxe sur les rhums, octroi de mer, etc.).

La TICPE figurant au tableau T04.1 est égale à la somme des crédits nets des comptes 732 (731421 en M57), 7382 (731772 en M57), 73842 (731774 en M57) et 7385 (731775 en M57).

Les **recettes fiscales** des régions (tableau T08) sont égales à la somme des impôts locaux, des autres impôts et taxes et de certaines **recettes d'investissement** (voir 3.2.1).

² L'utilisation du crédit net revient à transférer les éventuels débits en moindres recettes (atténuations de produits)

3.1.3 Les concours de l'Etat (tableau T04.2) sont égaux au crédit net³ des comptes 741, 742, 743, 744, 745, 746, 7483. Ils comprennent notamment :

- le compte 741 correspondant à la dotation globale de fonctionnement (DGF). A compter de l'exercice 2018, cette recette est, pour les régions, remplacée par le versement d'une fraction du produit de la TVA (compte 733 ; voir **3.1.2**), comptée en impôts et taxes. Les CTU continuent de percevoir la DGF.
- le compte 7483 correspondant à la péréquation et compensation fiscales (PCF).

3.1.4 Les subventions reçues et participations (tableau T04.2) sont égales au crédit net des comptes 747 et 748 (sauf 7483).

3.1.5 Les ventes de biens et services (tableau T04.2) sont égales au crédit net du compte 70.

3.1.6 Les autres recettes de fonctionnement (tableau T04.2) comprennent :

- le crédit net du compte 71
- le crédit net du compte 72
- le crédit net du compte 743
- le crédit net du compte 7486
- le crédit net du compte 749
- le crédit net du compte 75
- le crédit net du compte 76
- le crédit net du compte 77, à l'exception du compte 775 (voir **3.2.2**) et des comptes 776 et 777.
- le crédit net du compte 79

3.2 Les recettes d'investissement (tableau T06) sont égales à la somme des dotations, subventions et fonds divers, et des autres recettes d'investissement. **Les produits des emprunts en sont exclus** (voir **4.1**).

3.2.1 Les autres dotations, subventions et fonds divers sont égaux au crédit du compte 13 (subventions d'investissement), auquel on ajoute le crédit du compte 102. Sont exclus les comptes 139, 1027, 10222 et 10229. Elles comprennent notamment :

- le compte 10223 correspondant à la majoration de la TICPE instituée dans le cadre du Grenelle de l'environnement et assimilée à une recette fiscale (voir **3.1**)
- le compte 10226 correspondant à la taxe d'aménagement et assimilée à une recette fiscale (voir **3.1**)
- le compte 1332 (133122 en M57) correspondant à la dotation régionale d'équipement scolaire (DRES)
- le compte 13332 correspondant à la redevance sur construction de bureaux et assimilée à une recette fiscale (voir **3.1**)
- le compte 13333 correspondant à la taxe complémentaire à la taxe locale d'équipement et assimilée à une recette fiscale (voir **3.1**)

3.2.2 Le compte 10222 correspond au fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA).

3.2.3 Les autres recettes d'investissement comprennent :

- le crédit net du compte 103
- le crédit du compte 20
- le crédit du compte 21
- le crédit du compte 231
- le crédit du compte 232
- le crédit du compte 26, à l'exception du compte 269.
- le crédit du compte 27, à l'exception des comptes 2768 et 279.
- le crédit du compte 454
- le crédit du compte 455
- le crédit du compte 456
- le crédit du compte 458
- le crédit net du compte 775

Les mouvements relatifs au compte 103 (préfinancement du FCTVA) peuvent exceptionnellement conduire à un montant négatif pour l'agrégat "autres recettes d'investissement".

³ L'utilisation du crédit net revient à transférer les éventuels débits en moindres recettes (atténuations de produits).

4 Les emprunts et la dette

4.1 Le produit des emprunts correspond aux nouveaux prêts contractés dans l'année. Il est égal au crédit du compte 16 (à l'exception des comptes 1645, 1688 et 169), corrigé par soustraction du montant de la gestion active de la dette (GAD ; voir **4.4**). Il ne contribue pas au calcul des recettes de la région (voir **3**).

4.2 Le remboursement des emprunts est égal au débit du compte 16 (à l'exception des comptes 1645, 1688 et 169), corrigé par soustraction du montant de la gestion active de la dette (GAD ; voir **4.4**). Il ne contribue pas au calcul des dépenses de la région (voir **2**).

L'annuité de la dette (tableau T09) est égale à la somme du remboursement des emprunts, et des intérêts des emprunts et dettes versés (voir **2.1.4**).

4.3 La dette est égale au stock de dette figurant au compte 16 (à l'exception des comptes 1688 et 169) au 31 décembre de l'année de l'exercice.

4.4 Le montant de la gestion active de la dette (GAD) est déterminé à partir du crédit et du débit des comptes 16449 et 166 :

GAD = minimum (crédit du compte 16449, débit du compte 16449) + minimum (crédit du compte 166, débit du compte 166)

5 Prélèvements et reversements de fiscalité

A la suite de la réforme de la fiscalité locale, des prélèvements et des reversements de fiscalité sont réalisés entre les régions :

- le fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR), article 78 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010, est chargé de compenser les conséquences financières de la réforme de la fiscalité locale. Il est mis en œuvre pour la première fois en 2011. Un prélèvement est effectué sur les régions "gagnantes" dans la réforme de la fiscalité locale, au profit des régions "perdantes".

- le fonds national de péréquation des ressources perçues par les régions vise à faire converger les taux de croissance des ressources des régions vers la moyenne. Les ressources perçues par les régions et prises en compte dans le calcul sont la CVAE, les IFER et le DC RTP, ainsi que les prélèvements et reversements au titre du FNGIR.

Les prélèvements concernant ces différents fonds sont comptabilisés en moindres recettes dans cette publication. Des détails sont cependant fournis dans le tableau T07 :

- les prélèvements correspondant au compte 73912 (739221 en M57) et les reversements correspondant au compte 73121 (73221 en M57) pour le FNGIR.

- les prélèvements correspondant au compte 73914 (739222 en M57) et les reversements correspondant au compte 73122 (73222 en M57) pour le fonds national de péréquation des ressources perçues par les régions.

Certains prélèvements de fiscalité, comme celui effectué au titre de la contribution pour le redressement des finances publiques (compte 73916), ne sont pas détaillées au tableau T07 et ne sont pas inclus dans le solde des prélèvements et reversements de fiscalité au tableau T08. Ils sont cependant pris en compte dans le montant total des impôts locaux dont ils constituent une moindre recette.

6 Ventilation des dépenses par fonction

Attention : la comparaison entre les régions des dépenses ventilées par fonction et sous-fonction nécessite une certaine prudence, dans la mesure où les régions ne ventilent pas leurs dépenses avec la même précision.

La présentation des fonctions a changé cette année. La nomenclature utilisée se rapproche de celle de la M57, en vigueur pour toutes les collectivités locales à partir de 2024.

6.1 Les dépenses pour le transport ferroviaire régional de voyageurs (tableau T12.1)

Les dépenses sont calculées à partir des données relevant de la sous-fonction 811 (transport ferroviaire régional de voyageurs). Depuis le 1er janvier 2002, et conformément à la loi solidarité et renouvellement urbain (SRU), l'organisation et le financement des services ferroviaires de transports collectifs d'intérêt régional ont été transférés à toutes les régions métropolitaines - à l'exception de la Corse et de l'Île-de-France (pour cette dernière, "Île-de-France Mobilités" (syndicat des transports d'Île-de-France - STIF - avant 2017) organise les réseaux de transports). Les montants inscrits en dépenses d'investissement pour l'Île-de-France sont constitués de subventions versées aux collectivités territoriales, à la SNCF et d'autres organismes de transports.

6.2 Les dépenses pour les lycées publics et privés (tableau T12.2)

Les dépenses sont calculées à partir des données relevant des sous-fonctions 222 (lycées publics) et 223 (lycées privés). Depuis 2005, les régions assurent la construction, la reconstruction, l'extension, le fonctionnement et l'équipement des lycées. Elles sont également responsables du recrutement et de la gestion, notamment de la rémunération, des personnels non enseignant de ces établissements (personnels techniques, ouvriers et de service - TOS).

6.3 Les dépenses pour la formation professionnelle et l'apprentissage (tableau T12.3)

Les dépenses sont calculées à partir des données relevant des sous-fonctions 11 (formation professionnelle) et 12 (apprentissage). Depuis 2005, les régions ont des compétences renforcées et élargies en matière de formation professionnelle continue et d'apprentissage. Elles assurent le financement de la formation des travailleurs sociaux et le financement des écoles et instituts de formation des professions paramédicales et de sages-femmes et la formation qualifiante des demandeurs d'emploi adultes.

En 2020, la réforme de l'apprentissage recentralise la compétence au profit des branches professionnelles, avec transfert du financement à l'opérateur France Compétences.

7 Les ratios obligatoires (tableau T13)

Conformément aux définitions retenues dans le Code Général des Collectivités Territoriales, les ratios 1, 4, 9 et 10 prennent en compte les travaux en régie (compte 72), et les ratios 4 et 10 prennent en compte les dépenses pour compte de tiers (compte 45).

Liste des tableaux

Tableau	Page	Contenu
T01	10	Les dépenses des régions
T02	11	Les recettes des régions
T03.1	12	Ventilation des dépenses de fonctionnement par nature (1/2)
T03.2	13	Ventilation des dépenses de fonctionnement par nature (2/2)
T04.1	14	Ventilation des recettes de fonctionnement par nature (1/2)
T04.2	15	Ventilation des recettes de fonctionnement par nature (2/2)
T05	16	Ventilation des dépenses d'investissement par nature
T06	17	Ventilation des recettes d'investissement par nature
T07	18	Les prélèvements et reversements de fiscalité
T08	19	Synthèse des recettes fiscales
T09	20	Emprunts et endettement
T10.1	21	Soldes de gestion et indicateurs (1/2)
T10.2	22	Soldes de gestion et indicateurs (2/2)
T11.1	23	Ventilation par fonction des dépenses de fonctionnement (en %)
T11.2	24	Ventilation par fonction des dépenses d'investissement (en %)
T12.1	25	Les dépenses pour le transport ferroviaire régional de voyageurs
T12.2	26	Les dépenses pour les lycées publics et privés
T12.3	27	Les dépenses pour la formation professionnelle et l'apprentissage
T13	28	Les ratios financiers
T14	29	Données démographiques
T15	30	Données géographiques
T16	31	Données économiques et sociales

T01 - Les dépenses des régions (1)

[Sommaire](#)

Régions	Dépenses réelles totales			Dépenses de fonctionnement				Dépenses d'investissement			
	2021	2021	Evolution	2021	2021	Part (2)	Evolution	2021	2021	Part (3)	Evolution
	M€	€/h	/ 2020	M€	€/h	%	/ 2020	M€	€/h	%	/ 2020
84 Auvergne-Rhône-Alpes	4 021,6	492	+6,9%	2 209,9	271	55	+5,2%	1 811,7	222	45	+9,1%
27 Bourgogne-Franche-Comté	1 651,3	573	+9,0%	1 026,6	356	62	+4,3%	624,7	217	38	+17,5%
53 Bretagne	1 474,9	431	+0,5%	952,8	278	65	+5,2%	522,1	152	35	-7,1%
24 Centre-Val de Loire	1 501,3	570	+18,3%	902,9	343	60	+1,5%	598,3	227	40	+57,8%
44 Grand Est	3 192,4	564	+13,8%	2 111,1	373	66	+13,8%	1 081,3	191	34	+13,7%
32 Hauts-de-France	3 162,7	519	+1,9%	2 314,9	380	73	+5,0%	847,8	139	27	-5,7%
11 Ile-de-France	4 693,1	381	+1,9%	2 551,1	207	54	+2,1%	2 142,0	174	46	+1,7%
28 Normandie	1 709,6	503	-12,7%	1 157,8	341	68	+4,0%	551,8	162	32	-34,7%
75 Nouvelle-Aquitaine	2 915,6	477	+0,5%	1 872,3	306	64	+0,0%	1 043,3	171	36	+1,4%
76 Occitanie	3 480,1	579	+9,3%	2 064,8	344	59	+5,1%	1 415,3	236	41	+16,1%
52 Pays de la Loire	1 701,5	439	+4,0%	1 065,5	275	63	+6,4%	636,0	164	37	+0,4%
93 Provence-Alpes-Côte d'Azur	2 075,1	405	-5,2%	1 454,7	284	70	-6,1%	620,4	121	30	-2,8%
01 Guadeloupe	481,3	1 223	-3,5%	244,9	622	51	+3,7%	236,4	601	49	-9,9%
04 La Réunion	734,6	849	+1,5%	417,9	483	57	-2,3%	316,7	366	43	+6,9%
F^{ce} métropolitaine hors ÎdF et Corse	26 886,2	504	+4,3%	17 133,5	321	64	+4,2%	9 752,7	183	36	+4,3%
France métropolitaine hors Corse	31 579,3	481	+3,9%	19 684,6	300	62	+3,9%	11 894,7	181	38	+3,8%
Outre-mer hors 02 et 03	1 215,9	966	-0,5%	662,7	526	55	-0,2%	553,1	439	45	-1,0%
Total	32 795,1	490	+3,7%	20 347,3	304	62	+3,8%	12 447,8	186	38	+3,6%
94 Corse	1 254,6	3 650	+5,5%	935,3	2 721	75	+1,0%	319,4	929	25	+21,3%
02 Martinique	1 215,8	3 253	+4,2%	894,9	2 394	74	-1,4%	320,9	858	26	+23,9%
03 Guyane	523,8	1 881	+3,8%	385,4	1 384	74	+3,4%	138,4	497	26	+5,0%
TOTAL régions et CTU	35 789,3	524	+3,8%	22 562,9	331	63	+3,5%	13 226,5	194	37	+4,4%

Source : DGCL - Données DGFIP ; INSEE (population totale en 2021 - année de référence 2018).

(1) Voir méthodologie (partie 2).

(2) Part des dépenses de fonctionnement dans les dépenses réelles totales.

(3) Part des dépenses d'investissement dans les dépenses réelles totales.

T02 - Les recettes des régions (1)

[Sommaire](#)

Régions	Recettes réelles totales			Recettes de fonctionnement				Recettes d'investissement			
	2021 M€	2021 €/h	Evolution / 2020	2021 M€	2021 €/h	Part (2) %	Evolution / 2020	2021 M€	2021 €/h	Part (3) %	Evolution / 2020
84 Auvergne-Rhône-Alpes	3 806,2	466	+4,9%	2 994,7	367	79	+4,7%	811,5	99	21	+5,7%
27 Bourgogne-Franche-Comté	1 424,9	494	+4,7%	1 269,9	441	89	+6,2%	155,1	54	11	-6,4%
53 Bretagne	1 400,5	409	+4,0%	1 255,2	366	90	+4,8%	145,3	42	10	-2,5%
24 Centre-Val de Loire	1 360,8	517	+8,2%	1 035,5	393	76	-5,8%	325,3	124	24	+105,3%
44 Grand Est	3 108,4	549	+15,8%	2 658,6	470	86	+16,4%	449,8	79	14	+12,7%
32 Hauts-de-France	3 126,1	513	+7,8%	2 676,0	439	86	+5,6%	450,1	74	14	+22,5%
11 Ile-de-France	4 351,0	353	-2,6%	3 526,1	286	81	+1,1%	824,9	67	19	-15,6%
28 Normandie	1 737,8	511	-5,3%	1 458,6	429	84	+8,4%	279,3	82	16	-42,9%
75 Nouvelle-Aquitaine	2 740,4	448	+5,6%	2 349,0	384	86	+6,5%	391,4	64	14	+0,5%
76 Occitanie	2 976,8	495	+7,5%	2 491,5	415	84	+4,4%	485,3	81	16	+26,7%
52 Pays de la Loire	1 549,0	400	+5,7%	1 283,7	332	83	+5,3%	265,3	69	17	+7,5%
93 Provence-Alpes-Côte d'Azur	2 114,3	412	+5,5%	1 921,4	375	91	+2,7%	192,9	38	9	+43,6%
01 Guadeloupe	440,6	1 120	+6,1%	296,6	754	67	+13,7%	144,1	366	33	-6,8%
04 La Réunion	652,8	754	-10,3%	553,9	640	85	+3,9%	99,0	114	15	-49,3%
F^{ce} métropolitaine hors ÎdF et Corse	25 345,3	475	+6,3%	21 394,0	401	84	+5,9%	3 951,3	74	16	+8,2%
France métropolitaine hors Corse	29 696,3	452	+4,9%	24 920,1	379	84	+5,2%	4 776,3	73	16	+3,2%
Outre-mer hors 02 et 03	1 093,5	869	-4,4%	850,4	676	78	+7,1%	243,0	193	22	-30,5%
Total	30 789,8	460	+4,5%	25 770,5	385	84	+5,3%	5 019,3	75	16	+0,8%
94 Corse	1 205,6	3 507	+4,5%	1 128,0	3 282	94	+5,6%	77,5	226	6	-8,9%
02 Martinique	1 138,4	3 046	+8,9%	978,3	2 617	86	+4,4%	160,1	428	14	+48,4%
03 Guyane	518,8	1 863	+9,2%	443,0	1 591	85	+17,8%	75,8	272	15	-23,3%
TOTAL régions et CTU	33 652,6	493	+4,7%	28 319,7	415	84	+5,4%	5 332,8	78	16	+1,2%

Source : DGCL - Données DGFIP ; INSEE (population totale en 2021 - année de référence 2018).

(1) Voir méthodologie (partie 3).

(2) Part des recettes de fonctionnement dans les recettes réelles totales.

(3) Part des recettes d'investissement dans les recettes réelles totales.

T03.1 - Ventilation des dépenses de fonctionnement par nature (1/2)

[Sommaire](#)

Régions	Charges de personnel (1)				Achats et charges externes (2)			
	2021	2021	Part (3)	Evolution	2021	2021	Part (4)	Evolution
	M€	€/h	%	/ 2020	M€	€/h	%	/ 2020
84 Auvergne-Rhône-Alpes	364,1	45	16	+4,7%	327,3	40	15	+11,2%
27 Bourgogne-Franche-Comté	183,9	64	18	+5,4%	271,1	94	26	+8,4%
53 Bretagne	171,3	50	18	+3,3%	186,2	54	20	+11,8%
24 Centre-Val de Loire	140,5	53	16	+2,1%	214,1	81	24	-7,2%
44 Grand Est	326,5	58	15	+2,5%	371,7	66	18	+10,5%
32 Hauts-de-France	385,8	63	17	+3,3%	581,7	95	25	+12,9%
11 Ile-de-France	451,7	37	18	+3,0%	313,4	25	12	-1,2%
28 Normandie	219,2	64	19	+4,4%	279,2	82	24	+10,4%
75 Nouvelle-Aquitaine	389,1	64	21	+4,4%	341,4	56	18	+3,1%
76 Occitanie	341,3	57	17	+3,7%	499,9	83	24	+21,0%
52 Pays de la Loire	173,4	45	16	+4,0%	289,6	75	27	+14,2%
93 Provence-Alpes-Côte d'Azur	283,2	55	19	+1,3%	198,7	39	14	+6,4%
01 Guadeloupe	76,0	193	31	+8,6%	37,7	96	15	+3,5%
04 La Réunion	151,5	175	36	+3,5%	56,1	65	13	-8,0%
F^{ce} métropolitaine hors ÎdF et Corse	2 978,1	56	17	+3,6%	3 560,8	67	21	+10,2%
France métropolitaine hors Corse	3 429,9	52	17	+3,5%	3 874,2	59	20	+9,2%
Outre-mer hors 02 et 03	227,4	181	34	+5,2%	93,9	75	14	-3,7%
Total	3 657,3	55	18	+3,6%	3 968,1	59	20	+8,9%
94 Corse	229,4	667	25	+3,6%	81,1	236	9	+8,8%
02 Martinique	229,8	615	26	+7,1%	51,0	136	6	-6,9%
03 Guyane	160,0	575	42	+3,0%	51,6	185	13	-8,6%
TOTAL régions et CTU	4 276,5	63	19	+3,7%	4 151,8	61	18	+8,4%

Source : DGCL - Données DGFiP ; INSEE (population totale en 2021 - année de référence 2018).

(1) Voir méthodologie (partie 2.1.1).

(2) Voir méthodologie (partie 2.1.2).

(3) Part des charges de personnel dans les dépenses de fonctionnement.

(4) Part des achats et charges externes dans les dépenses de fonctionnement.

T03.2 - Ventilation des dépenses de fonctionnement par nature (2/2)

[Sommaire](#)

Régions	Dépenses d'intervention (1)				Charges financières (2)					Autres (3)
	2021 M€	2021 €/h	Part (4) %	Evolution / 2020	2021 M€	2021 €/h	Part (5) %	Evolution / 2020	dont intérêt de la dette M€	2021 M€
84 Auvergne-Rhône-Alpes	1 437,0	176	65	+5,0%	49,3	6	2	-7,4%	36,5	32,2
27 Bourgogne-Franche-Comté	554,0	192	54	+2,1%	8,8	3	1	+1,6%	5,7	8,9
53 Bretagne	572,5	167	60	+3,2%	11,8	3	1	+13,9%	7,6	11,0
24 Centre-Val de Loire	532,8	202	59	+5,7%	8,1	3	1	-1,4%	7,9	7,5
44 Grand Est	1 069,9	189	51	-3,6%	46,7	8	2	-4,3%	35,5	296,4
32 Hauts-de-France	1 274,7	209	55	+4,2%	56,1	9	2	-9,2%	48,0	16,6
11 Ile-de-France	1 620,6	131	64	+0,5%	93,1	8	4	-5,1%	93,0	72,2
28 Normandie	610,8	180	53	-0,0%	8,1	2	1	-5,4%	7,9	40,5
75 Nouvelle-Aquitaine	1 076,0	176	57	+0,7%	36,7	6	2	-1,2%	35,9	29,2
76 Occitanie	1 172,7	195	57	-0,3%	34,8	6	2	+3,9%	33,2	16,1
52 Pays de la Loire	551,7	143	52	+4,1%	26,8	7	3	-0,7%	24,2	23,9
93 Provence-Alpes-Côte d'Azur	861,7	168	59	-9,0%	83,5	16	6	-2,2%	49,3	27,7
01 Guadeloupe	119,4	304	49	+1,0%	6,7	17	3	-7,0%	6,1	5,0
04 La Réunion	185,5	214	44	-4,9%	20,8	24	5	+2,4%	19,5	4,0
F^{ce} métropolitaine hors ÎdF et Corse	9 713,8	182	57	+0,8%	370,8	7	2	-3,1%	291,8	510,0
France métropolitaine hors Corse	11 334,4	172	58	+0,8%	463,9	7	2	-3,5%	384,8	582,3
Outre-mer hors 02 et 03	304,9	242	46	-2,7%	27,6	22	4	-0,1%	25,6	9,0
Total	11 639,3	174	57	+0,7%	491,4	7	2	-3,3%	410,4	591,3
94 Corse	590,7	1 718	63	+1,2%	21,5	63	2	-38,0%	20,6	12,6
02 Martinique	591,9	1 584	66	-3,9%	14,9	40	2	-14,9%	13,9	7,2
03 Guyane	136,1	489	35	-9,8%	32,3	116	8	+751,3%	15,3	5,3
TOTAL régions et CTU	12 958,0	190	57	+0,4%	560,2	8	2	-0,7%	460,1	616,4

Source : DGCL - Données DGFIP ; INSEE (population totale en 2021 - année de référence 2018).

(1) Voir méthodologie (partie 2.1.3).

(2) Voir méthodologie (partie 2.1.4).

(3) Voir méthodologie (partie 2.1.5).

(4) Part des dépenses d'intervention dans les dépenses de fonctionnement.

(5) Part des charges financières dans les dépenses de fonctionnement.

T04.1 - Ventilation des recettes de fonctionnement par nature (1/2)

[Sommaire](#)

Régions	Impôts locaux (1)				Autres impôts et taxes (2)					
	2021	2021	Part (3)	Evolution	2021	2021	Part (4)	Evolution	dont	dont
	M€	€/h	%	/ 2020	M€	€/h	%	/ 2020	cartes grises M€	TICPE M€
84 Auvergne-Rhône-Alpes	3,2	0	0	-99,7%	2 639,9	323	88	+88,5%	273,5	500,3
27 Bourgogne-Franche-Comté	91,0	32	7	-78,4%	951,7	330	75	+62,7%	108,8	248,4
53 Bretagne	33,7	10	3	-91,9%	991,4	289	79	+69,9%	127,7	258,2
24 Centre-Val de Loire	24,6	9	2	-93,1%	843,3	320	81	+70,8%	96,2	192,6
44 Grand Est	41,9	7	2	-94,2%	1 852,3	327	70	+67,1%	179,5	472,8
32 Hauts-de-France	134,9	22	5	-84,1%	1 924,2	316	72	+69,3%	158,3	500,5
11 Ile-de-France	-2 111,9	-171	-60	-293,7%	5 361,5	435	152	+145,4%	306,6	1 012,0
28 Normandie	115,6	34	8	-77,3%	1 000,1	294	69	+71,0%	95,5	256,3
75 Nouvelle-Aquitaine	100,3	16	4	-87,3%	1 844,4	301	79	+68,7%	201,1	478,1
76 Occitanie	184,2	31	7	-78,1%	1 660,3	276	67	+73,0%	204,6	375,1
52 Pays de la Loire	-0,1	0	0	-100,0%	1 055,3	273	82	+92,3%	136,6	211,7
93 Provence-Alpes-Côte d'Azur	7,3	1	0	-98,9%	1 590,1	310	83	+74,9%	208,9	368,2
01 Guadeloupe	-0,6	-1	0	-102,6%	207,6	528	70	+25,0%	10,0	8,3
04 La Réunion	9,2	11	2	-87,0%	411,6	476	74	+33,3%	32,0	3,2
F^{ce} métropolitaine hors ÎdF et Corse	736,4	14	3	-89,8%	16 352,9	306	76	+73,9%	1 790,8	3 862,3
France métropolitaine hors Corse	-1 375,5	-21	-6	-116,6%	21 714,5	330	87	+87,4%	2 097,4	4 874,2
Outre-mer hors 02 et 03	8,6	7	1	-90,7%	619,2	492	73	+30,4%	42,0	11,5
Total	-1 366,9	-20	-5	-116,3%	22 333,6	333	87	+85,1%	2 139,4	4 885,8
94 Corse	36,2	105	3	-72,4%	690,9	2 010	61	+26,9%	11,9	71,3
02 Martinique	37,7	101	4	-74,0%	624,0	1 670	64	+26,0%	7,6	181,6
03 Guyane	13,9	50	3	-80,8%	268,0	962	61	+33,4%	4,6	3,1
TOTAL régions et CTU	-1 279,1	-19	-5	-114,6%	23 916,6	350	84	+79,8%	2 163,5	5 141,7

Source :DGCL - Données DGFIP ; INSEE (population totale en 2021 - année de référence 2018).

(1) Voir méthodologie (partie 3.1.1).

(2) Voir méthodologie (partie 3.1.2).

(3) Part des impôts locaux dans les recettes de fonctionnement.

(4) Part des autres impôts et taxes dans les recettes de fonctionnement.

T04.2 - Ventilation des recettes de fonctionnement par nature (2/2)

[Sommaire](#)

Régions	Concours de l'Etat (1)							Subventions reçues et participations (2)	Ventes de biens et services (3)	Autres (4)
	2021 M€	2021 €/h	Part (5) %	Evolution / 2020	dont DGF M€	dont PCF M€	dont autres dotations M€	2021 M€	2021 M€	2021 M€
84 Auvergne-Rhône-Alpes	142,4	17	5	+20,9%	0,0	49,1	93,3	136,7	33,3	39,2
27 Bourgogne-Franche-Comté	91,3	32	7	+13,7%	0,0	40,8	50,5	122,4	4,7	8,8
53 Bretagne	72,0	21	6	+25,2%	0,0	38,2	33,8	131,8	14,5	11,9
24 Centre-Val de Loire	56,5	21	5	+33,7%	0,0	29,4	27,0	93,7	0,1	17,3
44 Grand Est	176,0	31	7	+12,4%	0,0	53,7	122,3	275,2	16,3	296,8
32 Hauts-de-France	236,1	39	9	+16,3%	0,2	139,9	96,1	355,0	2,2	23,5
11 Ile-de-France	59,0	5	2	+538,9%	0,0	40,9	18,1	193,3	0,1	24,1
28 Normandie	111,8	33	8	+22,1%	0,0	90,7	21,1	186,3	13,9	30,9
75 Nouvelle-Aquitaine	145,6	24	6	+18,2%	0,0	89,2	56,4	214,3	19,8	24,7
76 Occitanie	184,8	31	7	+13,6%	0,0	132,4	52,4	440,9	8,5	12,8
52 Pays de la Loire	65,6	17	5	+21,5%	0,0	24,0	41,6	110,1	25,2	27,6
93 Provence-Alpes-Côte d'Azur	127,9	25	7	+20,1%	0,0	76,7	51,2	121,1	16,1	58,9
01 Guadeloupe	46,9	119	16	-4,4%	0,0	6,8	40,1	42,9	0,1	-0,4
04 La Réunion	79,9	92	14	-0,7%	0,0	10,2	69,7	44,9	2,0	6,4
F^{ce} métropolitaine hors ÎdF et Corse	1 410,0	26	7	+17,9%	0,2	764,0	645,8	2 187,6	154,5	552,4
France métropolitaine hors Corse	1 469,1	22	6	+21,9%	0,2	805,0	663,9	2 380,9	154,6	576,5
Outre-mer hors 02 et 03	126,8	101	15	-2,1%	0,0	17,0	109,8	87,8	2,1	6,0
Total	1 595,9	24	6	+19,6%	0,2	822,0	773,7	2 468,7	156,7	582,5
94 Corse	320,2	932	28	+0,2%	107,0	18,6	194,6	45,4	3,5	31,8
02 Martinique	214,6	574	22	+4,1%	145,4	24,9	44,3	81,4	4,8	15,7
03 Guyane	74,9	269	17	+5,6%	52,5	8,7	13,7	77,1	2,1	6,9
TOTAL régions et CTU	2 205,6	32	8	+14,2%	305,1	874,1	1 026,4	2 672,6	167,1	636,9

Source : DGCL - Données DGFIP ; INSEE (population totale en 2021 - année de référence 2018).

(1) Voir méthodologie (partie 3.1.3).

(2) Voir méthodologie (partie 3.1.4).

(3) Voir méthodologie (partie 3.1.5).

(4) Voir méthodologie (partie 3.1.6).

(5) Part des concours de l'Etat dans les recettes de fonctionnement.

T05 - Ventilation des dépenses d'investissement par nature

[Sommaire](#)

Régions	Dépenses d'équipement (1)				Subventions d'équipement (2)				Autres (3)
	2021	2021	Part (4)	Evolution / 2020	2021	2021	Part (5)	Evolution / 2020	2021
	M€	€/h	(%)		M€	€/h	(%)		M€
84 Auvergne-Rhône-Alpes	388,4	48	21	+45,4%	1 344,9	165	74	-0,9%	78,4
27 Bourgogne-Franche-Comté	114,2	40	18	+17,3%	458,1	159	73	+11,5%	52,4
53 Bretagne	200,0	58	38	+12,5%	293,9	86	56	-8,5%	28,3
24 Centre-Val de Loire	112,4	43	19	+43,6%	472,8	180	79	+66,1%	13,1
44 Grand Est	194,6	34	18	+3,3%	854,9	151	79	+16,9%	31,8
32 Hauts-de-France	215,9	35	25	+25,6%	600,9	99	71	-10,9%	30,9
11 Ile-de-France	647,7	53	30	+0,6%	1 397,6	113	65	+3,6%	96,7
28 Normandie	154,8	46	28	+39,6%	331,5	98	60	-50,7%	65,5
75 Nouvelle-Aquitaine	290,9	48	28	+36,0%	690,1	113	66	-2,3%	62,2
76 Occitanie	468,6	78	33	+8,8%	862,1	143	61	+23,6%	84,6
52 Pays de la Loire	194,0	50	31	+52,3%	413,8	107	65	-10,9%	28,1
93 Provence-Alpes-Côte d'Azur	175,9	34	28	+35,9%	385,7	75	62	-4,8%	58,8
01 Guadeloupe	143,7	365	61	+4,3%	82,4	210	35	-1,8%	10,3
04 La Réunion	198,6	230	63	+23,7%	81,5	94	26	-12,8%	36,5
F^{ce} métropolitaine hors ÎdF et Corse	2 509,6	47	26	+25,9%	6 708,9	126	69	-0,2%	534,2
France métropolitaine hors Corse	3 157,3	48	27	+19,7%	8 106,4	123	68	+0,4%	630,9
Outre-mer hors 02 et 03	342,3	272	62	+14,8%	164,0	130	30	-7,6%	46,8
Total	3 499,6	52	28	+19,2%	8 270,4	123	66	+0,2%	677,7
94 Corse	152,7	444	48	+25,2%	150,1	437	47	+17,7%	16,6
02 Martinique	148,0	396	46	+43,9%	169,0	452	53	+15,4%	3,9
03 Guyane	91,3	328	66	+12,8%	39,1	140	28	+5,8%	8,1
TOTAL régions et CTU	3 891,7	57	29	+20,1%	8 628,5	126	65	+0,8%	706,3

Source : DGCL - Données DGFIP ; INSEE (population totale en 2021 - année de référence 2018).

(1) Voir méthodologie (partie 2.2.1).

(2) Voir méthodologie (partie 2.2.2).

(3) Voir méthodologie (partie 2.2.3).

(4) Part des dépenses d'équipement dans les dépenses d'investissement.

(5) Part des subventions d'équipement dans les dépenses d'investissement.

T06 - Ventilation des recettes d'investissement par nature

[Sommaire](#)

Régions	Dotations, subventions et fonds divers (1)				FCTVA (2)	Autres (3)
	2021 M€	2021 €/h	Part (4) %	Evolution / 2020	2021 M€	2021 M€
84 Auvergne-Rhône-Alpes	625,4	77	77	-1,6%	64,8	121,4
27 Bourgogne-Franche-Comté	120,3	42	78	-10,0%	20,1	14,7
53 Bretagne	99,7	29	69	-0,4%	27,4	18,2
24 Centre-Val de Loire	303,6	115	93	+138,1%	11,3	10,5
44 Grand Est	339,4	60	75	+2,0%	94,6	15,9
32 Hauts-de-France	338,9	56	75	+6,3%	30,4	80,8
11 Ile-de-France	650,8	53	79	+2,0%	78,0	96,1
28 Normandie	220,5	65	79	-49,4%	20,4	38,3
75 Nouvelle-Aquitaine	333,8	55	85	-0,2%	37,8	19,8
76 Occitanie	374,2	62	77	+24,8%	65,9	45,2
52 Pays de la Loire	208,1	54	78	+3,3%	23,3	33,9
93 Provence-Alpes-Côte d'Azur	139,6	27	72	+52,4%	18,9	34,4
01 Guadeloupe	119,2	303	83	-17,4%	11,6	13,2
04 La Réunion	83,8	97	85	-49,7%	12,2	2,9
F^{ce} métropolitaine hors ÎdF et Corse	3 103,5	58	79	+3,1%	414,8	433,0
France métropolitaine hors Corse	3 754,3	57	79	+2,9%	492,8	529,2
Outre-mer hors 02 et 03	203,0	161	84	-34,7%	23,9	16,1
Total	3 957,3	59	79	-0,1%	516,7	545,3
94 Corse	55,9	163	72	+45,9%	17,9	3,7
02 Martinique	125,9	337	79	+17,8%	33,5	0,7
03 Guyane	65,6	236	87	-25,6%	2,2	8,0
TOTAL régions et CTU	4 204,8	62	79	+0,3%	570,3	557,8

Source : DGCL - Données DGFIP ; INSEE (population totale en 2021 - année de référence 2018).

(1) Voir méthodologie (partie 3.2.1).

(2) Voir méthodologie (partie 3.2.2).

(3) Voir méthodologie (partie 3.2.3).

(4) Part des dotations, subventions et fonds divers dans les recettes d'investissement

T07 - Les prélèvements et reversements de fiscalité (1)

[Sommaire](#)

Régions	Fonds National de Garantie Individuelle de Ressources		Fonds de péréquation des ressources perçues par les régions	
	Prélèvement M€	Reversement M€	Prélèvement M€	Reversement M€
84 Auvergne-Rhône-Alpes	0,0	42,2	11,5	0,0
27 Bourgogne-Franche-Comté	0,0	35,4	0,0	1,7
53 Bretagne	0,0	27,6	0,0	0,5
24 Centre-Val de Loire	0,0	24,1	0,0	1,9
44 Grand Est	0,0	46,3	0,0	7,6
32 Hauts-de-France	0,0	119,6	0,0	0,0
11 Ile-de-France	674,8	0,0	188,4	0,0
28 Normandie	0,0	81,2	0,0	37,0
75 Nouvelle-Aquitaine	0,0	75,5	0,0	0,0
76 Occitanie	0,0	124,8	0,8	27,2
52 Pays de la Loire	0,0	15,9	0,1	0,0
93 Provence-Alpes-Côte d'Azur	0,0	67,2	0,0	5,9
01 Guadeloupe	0,0	4,2	0,0	1,3
04 La Réunion	0,0	2,9	0,0	3,0
F^{ce} métropolitaine hors ÎdF et Corse	0,0	659,9	12,4	81,8
France métropolitaine hors Corse	674,8	659,9	200,8	81,8
Outre-mer hors 02 et 03	0,0	7,1	0,0	4,3
Total	674,8	667,0	200,8	86,1
94 Corse	0,0	13,1	0,4	0,0
02 Martinique	0,0	6,6	0,0	1,3
03 Guyane	0,0	6,4	0,0	0,0
TOTAL régions et CTU	674,8	693,1	201,3	87,3

Source : DGCL - Données DGFIP.

(1) Voir méthodologie (partie 5).

T08 - Synthèse des recettes fiscales (1)

[Sommaire](#)

Régions	Impôts locaux			Autres impôts et taxes		TICPE 2ème part (2)	Taxes d'urbanisme (3)	Recettes fiscales		TICPE 2ème part (4)
	2021	dont contributions directes	dont solde des prélèvements et reversements de fiscalité (5)	2021	dont TICPE 2ème part (6)	2021	2021	Total	Evolution / 2020	2021
	M€	M€	M€	M€	M€	M€	M€	M€		M€
84 Auvergne-Rhône-Alpes	3,2	80,7	30,7	2 639,9	0,0	58,4	0,0	2 701,6	+1,9%	58,4
27 Bourgogne-Franche-Comté	91,0	41,7	37,1	951,7	31,8	31,8	0,0	1 074,4	+3,6%	0,0
53 Bretagne	33,7	28,3	28,1	991,4	34,7	34,7	0,0	1 059,7	+3,0%	0,0
24 Centre-Val de Loire	24,6	31,1	26,0	843,3	28,0	28,0	0,0	895,9	+1,9%	0,0
44 Grand Est	41,9	56,9	53,9	1 852,3	48,0	48,0	0,0	1 942,1	+3,5%	0,0
32 Hauts-de-France	134,9	56,3	119,6	1 924,2	50,7	50,7	0,0	2 109,9	+3,7%	0,0
11 Ile-de-France	-2 111,9	125,2	-863,3	5 361,5	0,0	63,2	169,0	3 481,8	-0,0%	63,2
28 Normandie	115,6	28,8	118,3	1 000,1	0,0	34,1	0,0	1 149,7	+2,2%	34,1
75 Nouvelle-Aquitaine	100,3	53,3	75,5	1 844,4	62,6	62,6	0,0	2 007,3	+3,4%	0,0
76 Occitanie	184,2	50,1	151,2	1 660,3	0,0	55,8	0,0	1 900,3	+2,5%	55,8
52 Pays de la Loire	-0,1	35,0	15,8	1 055,3	0,0	36,6	0,0	1 091,8	+1,2%	36,6
93 Provence-Alpes-Côte d'Azur	7,3	43,2	73,2	1 590,1	46,8	46,8	0,0	1 644,3	+3,0%	0,0
01 Guadeloupe	-0,6	2,6	5,5	207,6	0,0	0,0	0,0	207,1	+10,3%	0,0
04 La Réunion	9,2	3,3	5,9	411,6	0,0	0,0	0,0	420,7	+10,9%	0,0
F ^{ce} métropolitaine hors ÎdF et Corse	736,4	505,5	729,2	16 352,9	302,6	487,5	0,0	17 576,9	+2,8%	184,9
France métropolitaine hors Corse	-1 375,5	630,7	-134,0	21 714,5	302,6	550,7	169,0	21 058,7	+2,3%	248,1
Outre-mer hors 02 et 03	8,6	5,9	11,4	619,2	0,0	0,0	0,0	627,8	+10,7%	0,0
Total	-1 366,9	636,6	-122,6	22 333,6	302,6	550,7	169,0	21 686,5	+2,5%	248,1
94 Corse	36,2	19,2	12,7	690,9	0,0	0,0	0,0	727,1	+7,7%	0,0
02 Martinique	37,7	15,9	7,9	624,0	4,5	4,5	0,0	666,2	+3,4%	0,0
03 Guyane	13,9	6,2	6,4	268,0	0,0	0,0	0,0	281,9	+3,1%	0,0
TOTAL régions et CTU	-1 279,1	677,9	-95,6	23 916,6	307,1	555,2	169,0	23 361,7	+2,7%	248,1

Source : DGCL - Données DGFIP.

(1) Voir méthodologie (parties 3.1.1 et 3.1.2).

(2) Compte 10223.

(3) Comptes 10226, 13332 et 13333.

(4) Total de la TICPE 2ème part (comptes 10223 , 7383, 73522, 7322 et 731422

(5) Solde des prélèvements et reversements de fiscalité. Il ne comprend pas certains prélèvements de fiscalité, comme celui effectué au titre de la contribution pour le redressement des finances publiques (compte 73916). Ces prélèvements sont cependant pris en compte dans le montant total des impôts locaux (colonne 1) dont ils constituent une moindre recette (voir méthodologie, partie 5).

(6) Compte 7383 en M71 avant 2017, 73522 en M57 avant 2018, 7322 en M71 après 2016, 731422 en M57 après 2017.

T09 - Emprunts et endettement

[Sommaire](#)

Régions	Remboursement de dette (1)			Produits des emprunts (2)			Dettes au 31/12/2021			Annuité de la dette (3)		
	2021	2021	Evolution	2021	2021	Evolution	2021	2021	Evolution	2021	2021	Evolution
	M€	€/h	/ 2020	M€	€/h	/ 2020	M€	€/h	/ 2020	M€	€/h	/ 2020
84 Auvergne-Rhône-Alpes	200,5	25	+13,3%	431,6	53	+51,1%	2 680,2	328	+9,4%	237,0	29	+9,6%
27 Bourgogne-Franche-Comté	59,4	21	+8,7%	255,0	88	+4,1%	1 096,6	380	+21,7%	65,1	23	+8,5%
53 Bretagne	69,5	20	+28,4%	115,3	34	-49,3%	1 425,6	416	+3,3%	77,1	22	+25,2%
24 Centre-Val de Loire	64,4	24	+15,4%	205,0	78	+192,9%	906,0	344	+18,4%	72,3	27	+13,0%
44 Grand Est	194,7	34	-2,4%	246,4	44	-26,5%	2 650,0	468	+2,1%	230,2	41	-2,7%
32 Hauts-de-France	171,4	28	+0,9%	233,9	38	-15,6%	3 211,9	527	+2,0%	219,4	36	-1,6%
11 Ile-de-France	191,2	16	-79,5%	500,0	41	-61,5%	6 091,1	494	+5,9%	284,2	23	-72,4%
28 Normandie	60,4	18	+10,2%	101,3	30	-28,6%	654,2	192	+6,7%	68,3	20	+8,3%
75 Nouvelle-Aquitaine	162,6	27	+19,8%	397,7	65	-12,8%	2 659,5	435	+9,7%	198,6	32	+15,6%
76 Occitanie	132,2	22	+19,5%	605,8	101	+8,4%	3 049,3	507	+21,3%	165,4	28	+15,5%
52 Pays de la Loire	118,7	31	+12,2%	276,4	71	-6,1%	2 004,1	518	+8,5%	142,9	37	+9,7%
93 Provence-Alpes-Côte d'Azur	125,5	24	-18,8%	195,0	38	-24,8%	2 830,9	552	+3,1%	174,8	34	-14,9%
01 Guadeloupe	23,3	59	+8,2%	83,0	211	+38,3%	431,3	1 096	+16,1%	29,3	75	+4,3%
04 La Réunion	64,3	74	+9,0%	140,0	162	+97,6%	1 317,1	1 522	+6,1%	83,8	97	+7,5%
F^{ce} métropolitaine hors ÎdF et Corse	1 359,3	25	+6,8%	3 063,5	57	-2,8%	23 168,2	434	+8,3%	1 651,1	31	+4,8%
France métropolitaine hors Corse	1 550,5	24	-29,7%	3 563,5	54	-19,9%	29 259,3	445	+7,8%	1 935,3	29	-25,7%
Outre-mer hors 02 et 03	87,6	70	+8,8%	223,0	177	+70,4%	1 748,4	1 389	+8,4%	113,2	90	+6,7%
Total	1 638,1	24	-28,3%	3 786,5	57	-17,4%	31 007,7	463	+7,9%	2 048,5	31	-24,5%
94 Corse	48,2	140	+28,3%	85,0	247	+5,3%	937,3	2 727	+5,5%	68,8	200	-3,7%
02 Martinique	52,8	141	+11,5%	155,0	415	+24,0%	849,4	2 273	+13,7%	66,7	178	+3,1%
03 Guyane	12,2	44	-21,1%	33,3	119	+202,3%	139,8	502	+17,7%	27,5	99	+43,8%
TOTAL régions et CTU	1 751,4	26	-26,6%	4 059,7	59	-15,4%	32 934,2	483	+8,0%	2 211,5	32	-22,9%

Source : DGCL - Données DGFIP ; INSEE (population totale en 2021 - année de référence 2018).

(1) Hors gestion active de la dette : voir méthodologie (partie 4).

(2) Hors gestion active de la dette : voir méthodologie (partie 4).

(3) Voir méthodologie (partie 4).

T10.1 - Soldes de gestion et indicateurs (1/2)

[Sommaire](#)

Régions	Dépenses de gestion (1)	Recettes de fonctionnement	Epargne de gestion		Charges financières	Epargne brute			Remboursement de dette	Epargne nette	
	(a)	(b)	(c) = (b) - (a)		(d)	(e) = (c) - (d)			(f)	(e) - (f)	
	2021	2021	2021	2021	2021	2021	2021	Evolution / 2020	2021	2021	2021
	M€	M€	M€	€/h	M€	M€	€/h	M€	M€	M€	€/h
84 Auvergne-Rhône-Alpes	2 160,6	2 994,7	834,0	102	49,3	784,8	96	+24,0	200,5	584,3	72
27 Bourgogne-Franche-Comté	1 017,9	1 269,9	252,0	87	8,8	243,2	84	+31,4	59,4	183,8	64
53 Bretagne	941,0	1 255,2	314,3	92	11,8	302,4	88	+10,5	69,5	233,0	68
24 Centre-Val de Loire	894,8	1 035,5	140,6	53	8,1	132,5	50	-77,2	64,4	68,2	26
44 Grand Est	2 064,5	2 658,6	594,1	105	46,7	547,5	97	+117,1	194,7	352,8	62
32 Hauts-de-France	2 258,7	2 676,0	417,2	68	56,1	361,1	59	+31,8	171,4	189,7	31
11 Ile-de-France	2 458,0	3 526,1	1 068,1	87	93,1	975,0	79	-14,0	191,2	783,8	64
28 Normandie	1 149,7	1 458,6	308,9	91	8,1	300,8	88	+67,8	60,4	240,4	71
75 Nouvelle-Aquitaine	1 835,6	2 349,0	513,4	84	36,7	476,7	78	+141,7	162,6	314,0	51
76 Occitanie	2 030,0	2 491,5	461,5	77	34,8	426,7	71	+5,9	132,2	294,5	49
52 Pays de la Loire	1 038,7	1 283,7	245,0	63	26,8	218,2	56	+1,4	118,7	99,5	26
93 Provence-Alpes-Côte d'Azur	1 371,2	1 921,4	550,2	107	83,5	466,7	91	+146,4	125,5	341,2	67
01 Guadeloupe	238,1	296,6	58,4	149	6,7	51,7	131	+27,0	23,3	28,4	72
04 La Réunion	397,0	553,9	156,8	181	20,8	136,0	157	+30,7	64,3	71,7	83
F^{ce} métropolitaine hors ÎdF et Corse	16 762,7	21 394,0	4 631,2	87	370,8	4 260,5	80	+500,9	1 359,3	2 901,2	54
France métropolitaine hors Corse	19 220,7	24 920,1	5 699,3	87	463,9	5 235,5	80	+486,9	1 550,5	3 685,0	56
Outre-mer hors 02 et 03	635,2	850,4	215,3	171	27,6	187,7	149	+57,7	87,6	100,1	80
Total	19 855,9	25 770,5	5 914,6	88	491,4	5 423,2	81	+544,5	1 638,1	3 785,1	57
94 Corse	913,8	1 128,0	214,2	623	21,5	192,7	561	+51,0	48,2	144,5	420
02 Martinique	880,0	978,3	98,3	263	14,9	83,4	223	+53,8	52,8	30,6	82
03 Guyane	353,0	443,0	89,9	323	32,3	57,6	207	+54,2	12,2	45,4	163
TOTAL régions et CTU	22 002,7	28 319,7	6 317,1	93	560,2	5 756,9	84	+703,6	1 751,4	4 005,5	59

Source : DGCL - Données DGFIP ; INSEE (population totale en 2021 - année de référence 2018).

(1) Voir méthodologie (partie 2.1).

T10.2 - Soldes de gestion et indicateurs (2/2)

[Sommaire](#)

Régions	Indicateurs					
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
	%	Années	%	%	%	M€
84 Auvergne-Rhône-Alpes	89,5%	3,4	7,9%	28,4%	111,1%	15,7
27 Bourgogne-Franche-Comté	86,4%	4,5	5,1%	25,8%	223,3%	-30,8
53 Bretagne	113,6%	4,7	6,1%	24,5%	57,6%	-28,6
24 Centre-Val de Loire	87,5%	6,8	7,0%	51,4%	182,4%	0,2
44 Grand Est	99,7%	4,8	8,7%	38,7%	126,6%	-32,3
32 Hauts-de-France	120,0%	8,9	8,2%	52,6%	108,3%	25,9
11 Ile-de-France	172,7%	6,2	8,1%	26,6%	77,2%	-33,3
28 Normandie	44,9%	2,2	4,7%	22,1%	65,5%	69,1
75 Nouvelle-Aquitaine	113,2%	5,6	8,5%	38,7%	136,7%	59,8
76 Occitanie	122,4%	7,1	6,6%	35,8%	129,3%	-29,7
52 Pays de la Loire	156,1%	9,2	11,1%	58,3%	142,5%	5,3
93 Provence-Alpes-Côte d'Azur	147,3%	6,1	9,1%	31,8%	110,9%	108,7
01 Guadeloupe	145,4%	8,3	9,9%	50,2%	57,8%	19,1
04 La Réunion	237,8%	9,7	15,1%	53,5%	70,5%	-6,1
F^{ce} métropolitaine hors ÎdF et Corse	108,3%	5,4	7,7%	35,7%	122,1%	163,3
France métropolitaine hors Corse	117,4%	5,6	7,8%	34,0%	112,9%	130,0
Outre-mer hors 02 et 03	205,6%	9,3	13,3%	52,6%	65,1%	13,0
Total	120,3%	5,7	7,9%	34,6%	108,2%	143,1
94 Corse	83,1%	4,9	6,1%	32,1%	55,7%	-12,3
02 Martinique	86,8%	10,2	6,8%	67,9%	104,7%	24,8
03 Guyane	31,6%	2,4	6,2%	30,6%	36,4%	16,0
TOTAL régions et CTU	116,3%	5,7	7,8%	35,0%	104,3%	171,6

Source : DGCL - Données DGFIP.

(1) Dette / Recettes réelles de fonctionnement (taux d'endettement).

(2) Dette / Epargne brute (délai de désendettement : nombre d'années nécessaires pour rembourser la dette si la région y consacrait la totalité de son épargne brute).

(3) Annuité de la dette / Recettes réelles de fonctionnement.

(4) Annuité de la dette / Epargne de gestion.

(5) Produit des emprunts / Immobilisations.

(6) Variation du fonds de roulement (Total des recettes - Total des dépenses).

T11.1 - Ventilation par fonction des dépenses de fonctionnement (en %)

[Sommaire](#)

Régions	Opérations non ventilables	Services généraux (y compris gestion des fonds européens)	Sécurité et salubrité publiques	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	Santé, action sociale (y compris APA et RSA)	Aménagement des territoires et habitat	Environnement	Transports	Action économique
	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
84 Auvergne-Rhône-Alpes	2,3	8,2	0,0	31,7	2,8	0,9	0,6	1,1	48,6	3,9
27 Bourgogne-Franche-Comté	1,1	9,3	0,0	39,1	2,5	0,0	0,6	0,8	41,3	5,2
53 Bretagne	1,6	13,6	0,0	40,2	3,6	0,0	0,8	1,4	32,6	6,4
24 Centre-Val de Loire	1,0	12,0	0,0	36,7	3,0	0,0	1,0	0,8	41,4	4,1
44 Grand Est	2,0	9,5	0,0	35,7	2,7	0,0	0,1	0,8	46,2	3,2
32 Hauts-de-France	2,6	10,9	0,0	40,9	4,5	0,1	0,6	0,7	35,4	4,3
11 Ile-de-France	3,8	8,2	0,0	48,1	2,1	0,6	0,7	0,9	30,5	5,2
28 Normandie	0,8	10,8	0,0	42,9	5,0	0,0	0,4	0,9	33,4	5,6
75 Nouvelle-Aquitaine	2,1	11,7	0,0	40,0	4,1	0,2	0,5	1,2	34,5	5,6
76 Occitanie	1,7	20,5	0,0	37,8	2,4	0,3	0,6	0,7	32,4	3,5
52 Pays de la Loire	3,7	9,5	0,0	39,5	3,1	0,6	0,1	0,9	37,7	4,9
93 Provence-Alpes-Côte d'Azur	6,6	15,3	0,0	32,7	3,6	0,3	0,7	0,9	35,7	4,1
01 Guadeloupe	2,6	35,0	0,0	39,6	1,7	0,2	0,2	3,8	13,6	3,3
04 La Réunion	5,1	21,4	0,0	39,6	5,0	0,3	0,4	2,4	18,3	7,4
F^{ce} métropolitaine hors ÎdF et Corse	2,4	12,0	0,0	37,6	3,4	0,3	0,5	0,9	38,5	4,4
France métropolitaine hors Corse	2,6	11,5	0,0	39,0	3,2	0,3	0,5	0,9	37,5	4,5
Outre-mer hors 02 et 03	4,2	26,5	0,0	39,6	3,8	0,3	0,3	2,9	16,6	5,9
Total	2,6	12,0	0,0	39,0	3,2	0,3	0,5	1,0	36,8	4,6
94 Corse	2,4	23,8	5,3	8,5	2,6	22,3	0,9	4,0	26,6	3,7
02 Martinique	1,7	22,5	2,0	7,1	2,7	50,6	0,4	1,1	10,1	1,7
03 Guyane	8,5	24,5	4,3	17,7	4,4	25,3	1,3	0,8	11,8	1,4
TOTAL régions et CTU	2,7	13,1	0,4	36,1	3,2	3,6	0,6	1,1	34,9	4,4

Source : DGCL - Données DGFIP.

NB: les opérations non ventilables regroupent les opérations concourant à la bonne marche de l'ensemble de la collectivité sans qu'il soit possible de les affecter à une fonction précise. Les opérations financières sont un exemple.
Par convention, on y affecte les codes fonctionnels absents ou inconnus.

T11.2 - Ventilation par fonction des dépenses d'investissement (en %)

[Sommaire](#)

Régions	Opérations non ventilables	Services généraux (y compris gestion des fonds européens)	Sécurité et salubrité publiques	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	Santé, action sociale (y compris APA et RSA)	Aménagement des territoires et habitat	Environnement	Transports	Action économique
	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
84 Auvergne-Rhône-Alpes	0,0	25,9	0,0	22,8	4,1	0,7	10,3	1,5	18,9	15,8
27 Bourgogne-Franche-Comté	0,0	13,0	0,0	25,0	2,0	0,1	9,9	3,5	31,3	15,0
53 Bretagne	0,0	13,9	0,0	35,7	2,2	0,0	9,8	1,1	21,5	15,7
24 Centre-Val de Loire	0,0	9,9	0,0	20,5	1,3	0,0	13,9	0,7	44,2	9,3
44 Grand Est	0,0	17,9	0,0	22,5	4,2	0,4	11,0	2,9	28,5	12,8
32 Hauts-de-France	0,0	12,7	0,0	25,3	4,5	0,1	10,2	2,4	36,3	8,4
11 Ile-de-France	1,8	1,8	0,0	31,9	3,7	1,1	7,4	3,3	40,3	8,7
28 Normandie	0,0	7,4	0,0	27,8	3,2	0,3	18,0	2,6	26,1	14,7
75 Nouvelle-Aquitaine	0,0	21,2	0,0	28,1	4,3	0,2	9,1	3,2	9,5	24,3
76 Occitanie	0,0	13,4	0,0	24,9	3,1	0,1	4,0	5,0	21,0	28,4
52 Pays de la Loire	0,0	20,3	0,0	29,6	5,4	0,4	11,4	3,1	14,5	15,3
93 Provence-Alpes-Côte d'Azur	0,7	14,9	0,0	25,0	4,4	0,3	11,5	1,4	30,4	11,5
01 Guadeloupe	0,0	19,4	0,0	14,9	4,4	0,0	5,4	13,3	27,1	15,5
04 La Réunion	0,0	1,7	0,0	18,6	3,7	0,1	5,1	3,9	50,3	16,7
F^{ce} métropolitaine hors ÎdF et Corse	0,0	17,0	0,0	25,4	3,7	0,3	10,1	2,6	24,1	16,7
France métropolitaine hors Corse	0,4	14,2	0,0	26,6	3,7	0,4	9,6	2,8	27,0	15,3
Outre-mer hors 02 et 03	0,0	9,3	0,0	17,0	4,0	0,0	5,2	7,9	40,4	16,2
Total	0,3	14,0	0,0	26,2	3,7	0,4	9,4	3,0	27,6	15,3
94 Corse	0,6	9,2	2,3	5,9	4,8	0,1	21,9	7,7	34,3	13,2
02 Martinique	0,0	17,3	0,5	22,5	2,7	1,6	10,4	4,8	15,1	25,1
03 Guyane	0,0	4,6	9,9	41,9	3,0	1,1	15,1	0,1	22,4	1,9
TOTAL régions et CTU	0,3	13,9	0,2	25,7	3,7	0,4	9,8	3,1	27,4	15,4

Source : DGCL - Données DGFIP.

NB: les opérations non ventilables regroupent les opérations concourant à la bonne marche de l'ensemble de la collectivité sans qu'il soit possible de les affecter à une fonction précise. Les opérations financières sont un exemple.

Par convention, on y affecte les codes fonctionnels absents ou inconnus.

T12.1 : les dépenses pour le transport ferroviaire régional de voyageurs (1)

[Sommaire](#)

Régions	Dépenses totales			Dépenses de fonctionnement			Dépenses d'investissement		
	2021 M€	2021 €/h	Evolution / 2020	2021 M€	2021 €/h	Evolution / 2020	2021 M€	2021 €/h	Evolution / 2020
84 Auvergne-Rhône-Alpes	758,8	92,9	+22,3%	604,6	74,0	+26,1%	154,1	18,9	+9,2%
27 Bourgogne-Franche-Comté	397,0	137,8	+25,7%	259,7	90,1	+10,3%	137,3	47,6	+70,9%
53 Bretagne	141,0	41,2	+3,1%	123,5	36,1	+8,1%	17,4	5,1	-22,3%
24 Centre-Val de Loire	468,5	178,0	+63,6%	249,9	95,0	+3,6%	218,6	83,1	+383,5%
44 Grand Est	730,2	129,0	+22,8%	498,0	88,0	+1,5%	232,3	41,0	+123,7%
32 Hauts-de-France	690,4	113,2	+12,7%	501,2	82,2	+2,4%	189,2	31,0	+53,1%
11 Ile-de-France	722,5	58,6	+34,2%	0,0	0,0	-	722,5	58,6	+34,2%
28 Normandie	213,7	62,9	-61,2%	161,5	47,5	+0,1%	52,2	15,4	-86,6%
75 Nouvelle-Aquitaine	344,8	56,4	+8,1%	329,4	53,8	+6,8%	15,4	2,5	+43,7%
76 Occitanie	429,0	71,4	+5,4%	355,8	59,2	+7,7%	73,2	12,2	-4,4%
52 Pays de la Loire	205,7	53,1	+7,1%	177,1	45,7	+5,1%	28,6	7,4	+21,7%
93 Provence-Alpes-Côte d'Azur	408,2	79,6	-1,2%	316,0	61,6	-6,2%	92,2	18,0	+21,1%
01 Guadeloupe	0,0	0,0	-	0,0	0,0	-	0,0	0,0	-
04 La Réunion	0,0	0,0	-	0,0	0,0	-	0,0	0,0	-
F^{ce} métropolitaine hors ÎdF et Corse	4 787,3	89,7	+7,6%	3 576,8	67,0	+6,6%	1 210,5	22,7	+10,8%
France métropolitaine hors Corse	5 509,9	83,8	+10,5%	3 576,8	54,4	+6,6%	1 933,1	29,4	+18,5%
Outre-mer hors 02 et 03	0,0	0,0	-	0,0	0,0	-	0,0	0,0	-
Total	5 509,9	82,3	+10,5%	3 576,8	53,4	+6,6%	1 933,1	28,9	+18,5%
94 Corse	23,9	69,6	+0,4%	23,9	69,6	+0,4%	0,0	0,0	-
02 Martinique	0,0	0,0	-	0,0	0,0	-	0,0	0,0	-
03 Guyane	0,0	0,0	-	0,0	0,0	-	0,0	0,0	-
TOTAL régions et CTU	5 533,8	81,1	+10,4%	3 600,7	52,8	+6,5%	1 933,1	28,3	+18,5%

Source : DGCL - Données DGFIP ; INSEE (population totale en 2021 - année de référence 2018).

(1) Voir méthodologie (partie 6.1).

T12.2 : les dépenses pour les lycées publics et privés (1)

[Sommaire](#)

Régions	Dépenses totales			Dépenses de fonctionnement			Dépenses d'investissement		
	2021 M€	2021 €/h	Evolution / 2020	2021 M€	2021 €/h	Evolution / 2020	2021 M€	2021 €/h	Evolution / 2020
84 Auvergne-Rhône-Alpes	737,9	90,3	+15,6%	402,9	49,3	+3,0%	335,1	41,0	+35,6%
27 Bourgogne-Franche-Comté	310,2	107,6	+7,0%	185,6	64,4	-0,7%	124,6	43,2	+21,1%
53 Bretagne	340,0	99,3	+14,8%	170,8	49,9	+4,4%	169,2	49,4	+27,6%
24 Centre-Val de Loire	246,4	93,6	+21,7%	147,3	56,0	+1,3%	99,1	37,7	+73,6%
44 Grand Est	517,0	91,4	-0,0%	334,7	59,1	-2,2%	182,4	32,2	+4,1%
32 Hauts-de-France	540,1	88,6	+9,8%	363,7	59,7	+4,4%	176,4	28,9	+23,0%
11 Ile-de-France	1 019,6	82,7	+2,6%	573,9	46,5	+3,8%	445,7	36,2	+1,1%
28 Normandie	358,6	105,5	+15,2%	222,3	65,4	+2,5%	136,4	40,1	+44,4%
75 Nouvelle-Aquitaine	576,8	94,3	+13,9%	352,2	57,6	+2,7%	224,5	36,7	+37,6%
76 Occitanie	638,4	106,2	+4,8%	322,3	53,6	+1,2%	316,2	52,6	+8,7%
52 Pays de la Loire	341,5	88,2	+19,8%	188,6	48,7	+3,4%	152,9	39,5	+48,9%
93 Provence-Alpes-Côte d'Azur	391,7	76,4	+3,3%	254,2	49,6	+1,7%	137,5	26,8	+6,5%
01 Guadeloupe	60,6	154,1	-11,3%	37,4	95,0	+6,7%	23,2	59,1	-30,2%
04 La Réunion	109,3	126,2	+7,7%	75,7	87,5	+4,1%	33,5	38,7	+17,0%
F^{ce} métropolitaine hors ÎdF et Corse	4 998,7	93,6	+10,4%	2 944,6	55,2	+1,9%	2 054,1	38,5	+25,4%
France métropolitaine hors Corse	6 018,3	91,6	+9,0%	3 518,4	53,5	+2,3%	2 499,9	38,0	+20,2%
Outre-mer hors 02 et 03	169,9	135,0	+0,1%	113,1	89,9	+4,9%	56,8	45,1	-8,4%
Total	6 188,2	92,4	+8,8%	3 631,5	54,2	+2,3%	2 556,6	38,2	+19,4%
94 Corse	23,1	67,2	+12,7%	18,2	53,0	+20,8%	4,9	14,2	-10,0%
02 Martinique	51,7	138,4	+26,3%	12,5	33,4	+2,3%	39,2	105,0	+36,6%
03 Guyane	66,9	240,3	+5,9%	29,2	105,0	+14,2%	37,7	135,3	+0,3%
TOTAL régions et CTU	6 330,0	92,8	+8,9%	3 691,5	54,1	+2,5%	2 638,4	38,7	+19,2%

Source : DGCL - Données DGFIP ; INSEE (population totale en 2021 - année de référence 2018).

(1) Voir méthodologie (partie 6.2).

T12.3 : les dépenses pour la formation professionnelle et l'apprentissage (1)

[Sommaire](#)

Régions	Dépenses totales			Dépenses de fonctionnement			Dépenses d'investissement		
	2021 M€	2021 €/h	Evolution / 2020	2021 M€	2021 €/h	Evolution / 2020	2021 M€	2021 €/h	Evolution / 2020
84 Auvergne-Rhône-Alpes	149,0	18,2	+13,3%	130,4	16,0	+15,0%	18,6	2,3	+2,6%
27 Bourgogne-Franche-Comté	177,8	61,7	+1,9%	166,6	57,8	+2,6%	11,2	3,9	-8,2%
53 Bretagne	152,8	44,6	+5,6%	145,1	42,4	+5,2%	7,7	2,2	+14,0%
24 Centre-Val de Loire	142,3	54,1	+12,5%	129,4	49,2	+13,0%	12,9	4,9	+8,0%
44 Grand Est	303,7	53,7	+1,7%	289,2	51,1	-0,0%	14,6	2,6	+54,3%
32 Hauts-de-France	437,6	71,8	+26,8%	412,9	67,7	+27,9%	24,7	4,0	+10,9%
11 Ile-de-France	405,2	32,9	+10,5%	387,2	31,4	+11,9%	18,0	1,5	-13,0%
28 Normandie	209,2	61,5	+9,0%	204,6	60,2	+8,6%	4,6	1,3	+32,9%
75 Nouvelle-Aquitaine	281,2	46,0	+2,7%	259,4	42,4	-0,6%	21,8	3,6	+68,9%
76 Occitanie	368,7	61,4	+25,0%	352,4	58,6	+24,6%	16,4	2,7	+35,7%
52 Pays de la Loire	165,4	42,7	+3,0%	148,3	38,3	+3,5%	17,1	4,4	-1,6%
93 Provence-Alpes-Côte d'Azur	114,6	22,3	-14,0%	105,6	20,6	-16,9%	9,0	1,8	+45,5%
01 Guadeloupe	53,5	136,0	+5,8%	45,8	116,5	-4,0%	7,7	19,5	+170,1%
04 La Réunion	57,1	65,9	-13,6%	47,0	54,3	-19,3%	10,1	11,7	+28,2%
F^{ce} métropolitaine hors IdF et Corse	2 502,4	46,9	+10,0%	2 343,8	43,9	+9,4%	158,6	3,0	+19,4%
France métropolitaine hors Corse	2 907,6	44,2	+10,1%	2 731,0	41,6	+9,7%	176,6	2,7	+15,0%
Outre-mer hors 02 et 03	110,6	87,8	-5,2%	92,8	73,7	-12,4%	17,8	14,1	+65,7%
Total	3 018,2	45,1	+9,4%	2 823,8	42,2	+8,8%	194,4	2,9	+18,4%
94 Corse	22,9	66,7	+12,3%	22,4	65,1	+11,8%	0,6	1,6	+36,6%
02 Martinique	28,5	76,1	+48,8%	24,4	65,3	+35,1%	4,1	10,8	+282,9%
03 Guyane	3,1	11,0	-24,3%	3,0	10,7	-26,2%	0,1	0,3	+345,2%
TOTAL régions et CTU	3 072,6	45,0	+9,6%	2 873,6	42,1	+9,0%	199,1	2,9	+20,1%

Source : DGCL - Données DGFIP ; INSEE (population totale en 2021 - année de référence 2018).

(1) Voir méthodologie (partie 6.3).

T13 - Les ratios financiers (1)

[Sommaire](#)

Régions	Ratio 1	Ratio 2	Ratio 2bis	Ratio 3	Ratio 4	Ratio 5	Ratio 6	Ratio 7	Ratio 9	Ratio 10	Ratio 11
	€/h	€/h	€/h	€/h	€/h	€/h	€/h	%	%	%	%
84 Auvergne-Rhône-Alpes	271	10	0	367	50	328	0	16,5	80,5	13,7	89,5
27 Bourgogne-Franche-Comté	356	14	32	441	40	380	0	17,9	85,5	9,0	86,4
53 Bretagne	278	8	10	366	58	416	0	18,0	81,4	15,9	113,6
24 Centre-Val de Loire	343	12	9	393	43	344	0	15,6	93,4	10,9	87,5
44 Grand Est	373	10	7	470	36	468	0	15,5	86,7	7,7	99,7
32 Hauts-de-France	379	9	22	439	36	527	0	16,7	92,9	8,2	120,0
11 Ile-de-France	207	10	-171	286	53	494	0	17,7	77,8	18,5	172,7
28 Normandie	340	8	34	429	46	192	0	18,9	83,3	10,8	44,9
75 Nouvelle-Aquitaine	306	9	16	384	49	435	0	20,8	86,5	12,6	113,2
76 Occitanie	344	8	31	415	78	507	0	16,5	88,2	18,8	122,4
52 Pays de la Loire	275	9	0	332	52	518	0	16,3	92,3	15,6	156,1
93 Provence-Alpes-Côte d'Azur	284	8	1	375	35	552	0	19,5	82,2	9,3	147,3
01 Guadeloupe	622	7	-1	754	365	1 096	0	31,0	90,4	48,4	145,4
04 La Réunion	483	4	11	640	231	1 522	0	36,2	87,1	36,1	237,8
F^{ce} métropolitaine hors ÎdF et Corse	321	9	14	401	48	434	0	17,4	86,4	12,0	108,3
France métropolitaine hors Corse	299	10	-21	379	49	445	0	17,4	85,2	12,9	117,4
Outre-mer hors 02 et 03	526	5	7	676	273	1 389	0	34,3	88,2	40,4	205,6
Total	304	10	-20	385	53	463	0	18,0	85,3	13,8	120,3
94 Corse	2 721	56	105	3 282	445	2 727	311	24,5	87,2	13,6	83,1
02 Martinique	2 394	43	101	2 617	396	2 273	389	25,7	96,9	15,1	86,8
03 Guyane	1 384	22	50	1 591	354	502	189	41,5	89,8	22,3	31,6
TOTAL régions et CTU	331	10	-19	415	58	483	4	19,0	85,8	14,0	116,3

Source : DGCL - Données DGFIP ; INSEE (population totale en 2021 - année de référence 2018).

(1) Ratio 1 = (Dépenses réelles de fonctionnement - travaux en régie) / population ;

Ratio 2 = Contributions directes / population ;

Ratio 2bis = Impositions directes nettes / population ;

Ratio 3 = Recettes réelles de fonctionnement / population ;

Ratio 4 = (Immobilisations + travaux en régie + dépenses pour comptes de tiers) / population ;

Ratio 5 = Encours de la dette / population ;

Ratio 6 = Dotation globale de fonctionnement / population ;

Ratio 7 = Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement ;

Ratio 9 = (Dépenses réelles de fonctionnement - travaux en régie + remboursement de la dette) / recettes réelles de fonctionnement ;

Ratio 10 = (Immobilisations + travaux en régie + dépenses pour comptes de tiers) / recettes réelles de fonctionnement ;

Ratio 11 = Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement.

NB: En 2021, la CVAE disparaît compensée par une nouvelle fraction de TVA. Les reversements de fiscalité sont pour certaines régions supérieurs aux impositions directes, d'où certains montants du ratio 2bis négatifs.

T14 - Données démographiques

[Sommaire](#)

Régions	Population totale (1)	Population municipale (2)	Evolution (3)	Population âgée de moins de 20 ans (4)	Population âgée de 60 ans ou plus (4)	Population des communes de plus de 10000 h. (2)
			%	%	%	%
84 Auvergne-Rhône-Alpes	8 167 945	7 994 459	+0,6%	24,2%	26,4%	41,5%
27 Bourgogne-Franche-Comté	2 881 889	2 807 807	-0,1%	22,4%	30,8%	26,3%
53 Bretagne	3 425 074	3 335 414	+0,5%	22,9%	29,9%	32,4%
24 Centre-Val de Loire	2 631 697	2 572 853	+0,0%	23,3%	29,8%	35,1%
94 Corse	343 726	338 554	+1,1%	20,3%	30,9%	38,6%
44 Grand Est	5 658 527	5 550 389	+0,0%	22,8%	27,7%	36,0%
32 Hauts-de-France	6 096 682	6 004 108	+0,1%	25,5%	25,0%	42,6%
11 Ile-de-France	12 328 447	12 213 447	+0,4%	25,6%	20,5%	84,7%
28 Normandie	3 400 150	3 327 477	+0,0%	23,5%	29,1%	33,4%
75 Nouvelle-Aquitaine	6 117 956	5 979 778	+0,5%	21,4%	31,5%	34,7%
76 Occitanie	6 009 622	5 885 496	+0,7%	22,3%	29,7%	40,1%
52 Pays de la Loire	3 871 617	3 781 423	+0,7%	24,3%	27,7%	44,2%
93 Provence-Alpes-Côte d'Azur	5 128 856	5 052 832	+0,4%	22,3%	30,1%	70,9%
01 Guadeloupe	393 401	387 629	-0,7%	23,8%	28,7%	77,5%
02 Martinique	373 762	368 783	-0,9%	21,1%	31,4%	71,2%
03 Guyane	278 472	276 128	+2,5%	41,2%	9,9%	84,1%
04 La Réunion	865 507	855 961	+0,5%	29,6%	19,2%	94,8%
06 Mayotte	262 895	256 518	+3,8%	53,8%	4,3%	81,2%
France métropolitaine	66 062 188	64 844 037	+0,4%	23,7%	27,1%	49,2%
Outre-mer	2 174 037	2 145 019	+0,6%	32,0%	19,6%	84,6%
France	68 236 225	66 989 056	+0,4%	23,9%	26,8%	50,3%

Source : INSEE (population totale en 2021 - année de référence 2018 ; population municipale en 2021 - année de référence 2018 ; population municipale 2016 - année de référence 2013) ; estimation de population au 1er janvier, par région, sexe et âge quinquennal.

(1) Population totale en 2021 - année de référence 2018.

(2) Population municipale en 2021 - année de référence 2018.

(3) Taux d'accroissement annuel moyen entre la population municipale 2016 - année de référence 2013 - et la population municipale 2021 - année de référence 2018.

(4) Estimation de population au 1er janvier 2021, par région, sexe et âge quinquennal.

T15 - Données géographiques

[Sommaire](#)

Régions	Superficie	Densité	Nombre total de communes	Nombre de communes "rurales" (1)
	km ²	habitants/km ²	au 1er janvier 2021	au 1er janvier 2021
84 Auvergne-Rhône-Alpes	69 711	115	4 030	3 415
27 Bourgogne-Franche-Comté	47 784	59	3 702	3 494
53 Bretagne	27 208	123	1 208	1 077
24 Centre-Val de Loire	39 151	66	1 757	1 622
94 Corse	8 680	39	360	348
44 Grand Est	57 441	97	5 121	4 553
32 Hauts-de-France	31 806	189	3 789	3 158
11 Ile-de-France	12 012	1 017	1 268	671
28 Normandie	29 907	111	2 652	2 425
75 Nouvelle-Aquitaine	84 036	71	4 313	4 028
76 Occitanie	72 724	81	4 454	4 087
52 Pays de la Loire	32 082	118	1 236	1 114
93 Provence-Alpes-Côte d'Azur	31 400	161	946	724
01 Guadeloupe	1 628	238	32	13
02 Martinique	1 128	327	34	17
03 Guyane	83 534	3	22	17
04 La Réunion	2 504	342	24	4
06 Mayotte	374	685	17	5
France métropolitaine	543 941	119	34 836	30 716
Outre-mer	89 168	24	129	56
France	633 109	106	34 965	30 772

Source : INSEE (population municipale en 2021 - année de référence 2018).

(1) Au sens de la grille de densité de l'INSEE.

T16 - Données économiques et sociales

[Sommaire](#)

Régions	Population active (1)	Taux de chômage (2)	Produit intérieur brut (PIB) (3)	PIB par habitant (3)	PIB par emploi (3)
		%	M€	€ / h	€ / emploi
84 Auvergne-Rhône-Alpes	3 742 055	7,3	268 891	33 205	78 486
27 Bourgogne-Franche-Comté	1 257 533	6,8	75 561	27 026	69 842
53 Bretagne	1 490 914	6,6	99 659	29 500	71 649
24 Centre-Val de Loire	1 160 850	7,2	71 576	27 859	71 426
94 Corse	148 886	6,8	8 825	25 571	66 645
44 Grand Est	2 573 858	7,7	152 797	27 529	71 993
32 Hauts-de-France	2 694 596	9,4	161 638	26 948	72 748
11 Ile-de-France	6 125 543	7,7	710 128	57 600	111 073
28 Normandie	1 494 875	7,8	90 103	27 168	69 771
75 Nouvelle-Aquitaine	2 680 389	7,3	172 111	28 467	70 396
76 Occitanie	2 616 597	9,4	168 744	28 157	71 763
52 Pays de la Loire	1 748 664	6,9	116 159	30 258	71 136
93 Provence-Alpes-Côte d'Azur	2 211 588	9,1	161 299	31 580	75 670
01 Guadeloupe	172 002	17,6	8 801	23 198	68 560
02 Martinique	166 705	12,6	8 856	24 728	67 676
03 Guyane	104 961	12,7	4 351	15 091	71 172
04 La Réunion	387 786	17,9	19 151	22 148	62 841
06 Mayotte	73 100	35,1	2 757	9 714	55 857
France métropolitaine	29 946 348	7,8	2 257 492	34 536	81 725
Outre-mer	904 554	n.d.	43 916	20 197	65 112
France	30 850 902	8,1	2 301 408	34 075	81 329

Source : INSEE.

(1) Recensement de la population de 2018 (exploitation principale), sauf Mayotte (enquête emploi 2018).

(2) Métropole et DOM : taux de chômage localisés au premier trimestre 2021 ; Mayotte : enquête emploi, taux de chômage au deuxième trimestre 2018 .

(3) Comptes régionaux (données 2020 provisoires).